



Déclaration liminaire de la CGT au CST central 26 novembre 2024

Madame la Présidente,

Nous tenons à remercier et saluer les agents publics qui, jour après jour, assurent des missions essentielles auprès des Parisiennes et des Parisiens. Leur engagement exemplaire, notamment durant les Jeux Olympiques, a permis de répondre aux attentes des usagers et de montrer la force d'un service public bien organisé. Cependant, cet engagement ne peut être durable sans des moyens à la hauteur.

Or, le budget emploi que vous nous présentez aujourd'hui reflète un mépris préoccupant envers les besoins réels des services publics. Derrière les annonces de recrutements, aucune transparence n'est donnée sur le ratio entre les départs (retraites, démissions, détachements) et les embauches. Ces chiffres, pourtant fondamentaux, restent opaques, ce qui nous empêche de mesurer la réalité des effectifs.

Pire encore, les transformations de postes que vous proposez semblent totalement déconnectées des besoins urgents du terrain. Par ailleurs, le nombre de postes budgétaires reste largement insuffisant pour garantir la présence des agents dans des secteurs essentiels tels que les écoles, les crèches, les bibliothèques, ainsi que pour l'entretien des rues, la collecte des déchets ménagers et des équipements publics.

Ces agents de terrain jouent pourtant un rôle crucial en assurant le lien indispensable entre le service public et ses usagers. Et pourtant, ce budget les ignore en grande partie. Nous alertons sur un choix budgétaire qui s'inscrit dans une stratégie préoccupante de fragilisation progressive des services publics.

La réduction des effectifs dans des secteurs clés, sous couvert d'économies, prépare le terrain à l'externalisation de missions pourtant fondamentales. Cette logique, qui soumet l'intérêt général aux impératifs marchands, menace l'égalité d'accès, la qualité des prestations et le contrôle démocratique sur des services essentiels.

Il est urgent de rappeler que les services publics ne sont pas une charge, mais un investissement dans la cohésion sociale et l'avenir. Nous demandons une réorientation claire vers leur renforcement, au service de tous.

Nous, représentants de la CGT, ne pouvons accepter cette politique de démantèlement. Les Parisiennes et les Parisiens méritent mieux que des services publics dégradés. Ils méritent des équipes renforcées, des agents en nombre suffisant et des moyens adaptés aux besoins croissants de la population.

Nous vous demandons aujourd'hui des engagements clairs :

- La transparence complète sur les chiffres des départs et des recrutements.
- Une priorité donnée au renforcement des effectifs dans tous les services.
- Mettre fin à la délégation des services publics à des entreprises privées qui priorisent la rentabilité au détriment de l'intérêt général. Récupérer la gestion directe des services actuellement concédés au secteur privé, afin de garantir leur accessibilité, leur qualité et leur transparence.

Madame la Présidente, nous serons vigilants et déterminés à défendre les services publics parisiens dans son ensemble. Nous ne les laisserons pas devenir la victime de choix politiques dictés par des intérêts privés.